L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 2 DECEMBRE 1887. 61me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La., a Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI, 2 DECEMBRE 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuillletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuillletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix fédit de 15 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Hy Stern & Co., à leur salle d'encan, No 88 rue de Chartres, bottes, souliers et broderquins.

La question du tarif et de l'industsucrière, au Congrès. --- La diffusion sur l'habitation Magnolia, en Louisiane.

Le sort en est jeté. Il y aura, certainement, cette année, un remaniement du tarif. Il est inutile de se faire illusion à cet égard ni d'essayer de s'opposer à un mouvement d'un caractère incontestablement populaire. L'opinion publique demande une réduction du budget des recettes ; l'administration a adopté les mêmes vues, et le Congrès ne peut résister à ce double courant.

Il y aurait donc mauvaise grâce à critiquer une mesure qui s'impose à tous, et qui, d'ailleurs, semble aussi juste que sensée. Il est impossible qu'un gouvernement continue à prélever des impôts dont il n'a pas besoin—pour le plaisir d'enfouir, tous les ans, dans le trésor, un capital énorme, qui y reste improductif, dont il ne sait que faire.

Il serait, sans aucun doute, facile de prouver que tous ces excédants ne sont que fictifs; qu'on leur trouverait, si l'on voulait s'en donner la peine, un excellent emploi; qu'il y a de grands travaux publics à entreprendre, et que le pays gagnerait beaucoup plus à leur exécution qu'aux économies qu'on vent lui faire réaliser. Mais, du moment que d'une part, le Congrès s'obstine à laisser, quand il s'agit de dépenses utiles, indispensables, telles que des améliorations de cours d'eau qui doivent contribuer puissamment à la prospérité intérieure ; telles que la construction d'une marine qui doit assurer la grandeur, la dignité de la nation au dehors; du moment que, d'autre part, les populations semblent ne pas comprendre la nécessité de ces dépenses et ne songent pas à les réclamer—on aurait tort de ne pas en prendre bravement son parti et de faire inutilement opposition à ce qu'on ne peut empêcher.

Puisque la réduction du budget s'impose, ne la combattons pas : acceptons-la franchement, sans hésiter, afin de pouvoir la diriger dans le bon sens et l'empêcher de glisser sur la pente dangereuse du libre-échange. Qu'elle se fasse, non sans nous et contre nous, mais avec notre concours et à notre profit.

C'est, du reste, la perspective consolante qui s'ouvre devant nous; c'est aussi l'habile et prudente tactique que semble avoir adoptée la partie saine du parti démocrate. La situation a beaucoup changé depuis les dernières élections; de rudes leçons ont été infligées aux outranciers en laisser-faire et du laisser-passer. M. Morrison, le plus ardent de la bande, a trébuché en montant à l'assaut de la protection : ses suivants l'ont abandonné au milieu de la lutte et il est resté sur le carreau. M. Carlisle, lui-même, a failli succombe; l'épieuve a du sembler d'autant plus cruelle à son amour-propre, que, comme "Speaker" de la Chambre, il était l'homme le plus en vue de la démocratie, son véritable chef militant. Il est devenu plus circonspect. Dans le dernier Congrès, il avait, hardiment, nommé son premier lieutenant d'alors, président du comité des allocations, et ce dernier, gâté par le succès, n'avait voulu accepter, autour de lui, que des adhérents aveugles de son système. Quiconque était partisan de la réélection ou de l'abolition du revenu de l'intérieur—notamment du taxe sur les tabacs ; quiconque manifestait le désir de conserver les droits sur les sucres étrangers—avait été impitoyablement exclu.

Quelle transformation, aujourd'hui—nous osions presque dire quelle révolution! M. Carlisle, désirant conserver un poste d'honneur qui fait de lui, en quelque sorte, le second personnage de l'Etat, jette les yeux sur M. Randall, le chef des protectionnistes, l'ancien antagoniste de M. Morrison ; il cherche à faire un compromis. Sur ce terrain, et y nous nous, personne ne songera à lui faire la moindre opposition. En prenant cette voie, il suit le courant de l'opinion, il comble les vœux des masses, qui désirent une réduction de l'impôt tout en maintenant la protection du travail national. L'Union ne demande qu'une chose, c'est qu'on sauve l'existence de ses industries, qu'on assure leur développement, leur prospérité. En dehors de là, il laisse, volontiers, parler et agir les économistes : il n'entre pas dans les luttes de l'école—luttes auxquelles il n'entend rien. Qu'on lui accorde ce qu'il demande, et il sera satisfait. Or, les droits d'entrée étant conservés sur les articles provenant de l'étranger, il ne reste à nos reconstructeurs ou réformateurs de budget, d'autre ressource que de réduire les taxes sur le revenu intérieur. Ils auront beau chercher ailleurs, ils ne trouveront, nulle part, d'autre issue pour sortir de la situation où le pays les a placés.

La Louisiane a donc lieu de se rassurer—pour l'heure, l'industrie sucrière semble ne courir aucun danger ; elle n'a plus seulement un Etat, pour la soutenir: presque tout l'Ouest a bondi pour la défendre, et comme il s'agit, non point d'une question politique, qui, trop souvent, jette la division parmi les représentants d'un même Etat, d'une même région, mais d'un intérêt matériel extrêmement grave—chose qui a le don de les rapprocher, de les réunir tous, à quelque parti qu'ils appartiennent—il se trouve que démocrates et républicains sont à peu près unanimes dans leurs réclamations, comme ils le seront, bientôt, dans leur vote. Le sorgho fait cause commune avec la canne de la Louisiane; il peut venir à merveille dans la plus grande partie de l'Union—depuis le Far West jusqu'aux plages de l'Atlantique ; il ouvre des horizons nouveaux, inattendus, à l'industrie sucrière et, grâce à lui, le pays entrevoit, déjà, le jour où il lui sera possible de s'alimenter lui-même et de s'affranchir du tribut qu'il paie à l'étranger.

Nous ne concevrions pas, du reste, que l'administration de Washington abandonnât aux caprices des libre-échangistes une industrie qu'elle veut, évidemment, développer, à laquelle elle prête le secours de savants et de son argent; et celle-ci, qui est où les expériences qu'elle fait à ses frais sont couronnées d'un succès complet. C'est ce qui résulte des nouvelles qui nous arrivent, directement, de l'habitation Magnolia et, indirectement, de Washington, par le canal du commissaire de l'agriculture, l'honorable M. Colman.

Ces essais n'ont, cependant, pas été commencés dans des conditions bien favorables. Il y a eu un violent ouragan qui a renversé une partie des bâtisses où sont installés les appareils destinés à la diffusion, et légèrement endommagé les machines. Il a donc fallu faire des réparations. Les "cutters," de leur côté, n'étaient pas exempts de défectuosité ; on a été obligé d'y apporter quelques modifications ; puis, sont survenues d'autres entraves auxquelles on n'avait pas songé : l'ouragan avait versé la plupart des cannes, qui s'étaient mêlées, et, dans cet état, rendaient difficile le travail des couteaux et la réduction des cannes en "rouelles."

Néanmoins, le succès est avéré. Il n'y a plus moyen d'en douter. On peut, par le procédé de la diffusion, obtenir à peu près 220 livres de sucre à la tonne, c'est-à-dire un rendement qui dépasse de 30 à 40 pour cent celui de la macération et des moulins cylindres.

Comment, dans une pareille situation, avec la perspective quelque la fabrication du sucre de sorgho ; après les succès obtenus dans la diffusion de la canne; après tant de dépenses et tant de peines, l'administration de M. Cleveland n'exercerait-elle pas sur le Congrès la pression qu'on est en droit d'attendre d'elle? N'y aurait-il pas, de sa part, une monstrueuse inconséquence à laisser dépérir une industrie qui promet de délivrer, bientôt, les Etats-Unis de la dépendance où ils sont à l'égard de l'étranger et du lourd tribut annuel qu'ils lui paient?

Stimules les facultés, actives la circulation, purifiez le sang, par l'emploi de la Salsepareille d'Ayer.

LOUISIANE.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 26 novembre:

Nous avons eu, cette semaine, des froids assez vifs ; un avant goût de l'hiver qui, probablement, ne se fera plus attendre.

—Notre localité a été pleine de mouvement d'améliorations, cette semaine.

La récolte de coton a été splendide. Par suite des ventes, l'argent commence à circuler : aussi, les fermiers font-ils ici leur apparition et leurs achats de provisions.

—On nous écrit, de Haasville :

"Il reste peu de coton dans les champs; la cueillette est à peu près terminée.

"Nous avons eu un vent du nord-est, hier matin, et l'on a aperçu une légère glace dans tous les endroits exposés du côté où venait le vent.

"Les planteurs ont fait un labour considérable, depuis deux ou trois semaines; le travail est très avancé.

"En passant, la semaine dernière, par Bunkie, nous avons appris de M. Allen, l'habile agent de la compagnie du chemin de fer du Texas Pacifique, que le 19 courant, Bunkie avait déjà expédié 5,800 balles de coton, et il en reste encore beaucoup dans la gare et dans les autres entrepôts ; aussi, les affaires vont-elles bon train."

—Les sucreries sont aussi en pleine activité et la canne rend abondamment.

La *Revue*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 26 novembre :

Presque tout le coton est ramassé dans la prairie, mais il y en a encore une grande quantité dans les champs, le long des bayous.

—Nos marchands font de bonnes affaires. Les récoltes ont été excellentes ; les fermiers ont de l'argent à dépenser ; ils agissent en conséquence

—On se plaint, partout, de ce que la navigation est très irrégulière sur la Rivière Rouge. Nos marchands ne peuvent recevoir, à temps, les articles qu'ils ont commandés. Les basses eaux en sont la cause, mais ces retards entravent un peu les affaires.

—On nous écrit, d'Evergreen :

"Les fermiers de nos environs achèvent de ramasser et de rentrer leurs récoltes. La moyenne du rendement du coton, ici, est de 3/4 de balle l'acre ; le maïs fournit 20 barils ; les pommes de terre donnent également bien. Quant à la canne, depuis vingt ans, elle n'a jamais autant rendu qu'cette année.

"Sur la propriété de M. R. S. Pierce, on a obtenu 3 boisseaux et 1/4 l'acre ; les cannes avaient huit pieds de longueur, en entrant dans le moulin. Quant aux marchands, ils auraient tort de se plaindre ; ils vendent le coton à un très bon prix et placent aisément leurs marchandises sur les habitations."

Le *Capitolian Advocate*, Bâton Rouge, paroisse East Baton Rouge, du 30 novembre :

Nous apprenons que deux vaches laitières sont mortes après avoir mangé les feuilles des branches d'un pêcher sauvage que l'on avait jeté sur les bords du fleuve. Le pêcher sauvage est un poison mortel pour les animaux. On devrait lancer une ordonnance interdisant de jeter, sur la voie publique, des branches ou autres fruits qui peuvent empoisonner les bestiaux.

—Les travaux de la Foire de la Louisiane Centrale avancent rapidement. Les préparatifs sont presque achevés et déjà il est arrivé des articles à exposer. Le département de l'agriculture sera superbe ; les demandes d'emplacement sont très nombreuses. On compte sur un grand succès.

L'Eagle, paroisse St-Bernard, du 1er décembre :

Un de nos habitants, à la requête de plusieurs personnes, a consenti à ouvrir une école du soir pour enseigner les éléments de la langue française, qu'il se présente un assez grand nombre d'élèves. Il suffit de s'adresser à notre bureau, pour obtenir les renseignements nécessaires. Les élèves de langue anglaise seront admis.

—Notre reporter s'est transporté, lundi dernier, sur plusieurs habitations de l'intérieur de notre paroisse. Partout, régnait la plus grande activité; on était occupé à rouler la canne. Sur l'habitation Poydras, la sucrerie est admirablement organisée; les machines sont puissantes, et l'on y va faire une grande quantité de sucre, car la canne y est très riche au matière saccharine. Les sucreries de Creedmoor de Last Chance, d'Olivier, marchent bien. Sur cette dernière, il a fallu interrompre un moment les travaux. Sur toutes ces propriétés, le rendement est excellent. Fort heureusement pour nos planteurs, ils n'ont eu aucune contestation avec leurs travailleurs; aussi la saison sera-t-elle très productive.

Le *Premier Louisianais*, Nile-Ibérie, paroisse Ibérie, du 26 novembre :

Samedi dernier, M. James Ford, un homme de couleur de plus d'énergiques, qui réside à l'Ile aux Cannes, près de la Nile-Ibérie, nous a fait présent de deux cannes, échantillons de sa récolte. Elles avaient plus de neuf pieds de long, partie mûre, et pesaient, ensemble, *seize livres*. Il en a six arpents de semblables; elles lui donneront, en moyenne, de 28 à 30 tonnes par arpent.

De plus, sur 75 arpents qu'il cultive, il a fait, sur 25 arpents, 300 barils de maïs. Deux arpents de patates douces "yame" lui ont donné 100 barils. Six arpents de coton ont rendu un peu plus de trois balles de 500 livres. Il a fait encore des melons, du fourrage, trois charrettes de très bon foin. Il a aussi un jardin. La terre est mal drainée (égouttée)— sans quoi, nous a-t-il dit, il eût fait une bien plus forte récolte.

L'exemple de James Ford et de bien d'autres que nous pourrions citer, montre ce que l'on peut attendre, en Louisiane, de la ferme où l'homme, attaché au sol, en tire tout le parti possible.

Le *Times*, Houma, paroisse Terrebonne, du 26 novembre :

La roulaison continue activement sur presque toutes nos habitations des environs. Tous les bras sont occupés ; les ouvriers gagnent $1 par jour et 50 cents pour la veillée.

La récolte promet beaucoup ; elle excédera, probablement, de 50 pour cent, celles des années précédentes. Quelques planteurs font de 2500 à 3000 livres de sucre, l'acre.

—Dans le rapport du grand jury de cette paroisse, nous trouvons les lignes suivantes que nous croyons devoir reproduire :—(Ed.)

"Dans notre enquête sur les troubles qui ont eu lieu récemment, nous avons été frappés des défectuosités de la loi en ce qui regarde la poursuite de certains coupables. Notre communauté est composée, en grande partie, d'ignorants et de gens facilement excitables sous l'influence de discours incendiaires. Nous regrettons de dire que nous n'avons trouvé aucune loi qui puisse atteindre les auteurs indirects des troubles dont nous avons souffert. Nous appelons l'attention de la Législature de la Louisiane sur cette lacune de la loi, et nous demandons que l'on en vote une qui y remédie."

HOLLANDE.—La convention qui a pour but d'empêcher la vente des boissons alcooliques aux pêcheurs de la mer du Nord a été signée, le 26 novembre, à La Haye, par l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne et le Danemark.

"Epurer la République."

Nous lisons, dans le *Journal du Havre* du 17 novembre :

"Ce n'est rien, vous dis-je ; il s'agit seulement d'assainir la République, après quoi elle ne s'en portera que mieux." Ainsi raisonnent les profonds politiques en présence des événements qui se poursuivent; ainsi se consolent les journaux qui ont poussé au scandale, participé aux dénonciations, aux accusations, aux délations vraies ou fausses.

Oui, où va épurer, assainir la République.... et, cela, tout simplement en couvrant d'ignominie son premier magistrat et en lui imposant sa démission ; en démontrant que son gendre est un chevalier d'industrie ; en poursuivant, en jetant sur les bancs de la police correctionnelle ou de la Cour d'assises, le préfet de police et le chef de la police de sûreté, sans compter les autres.... après quoi la République sera épurée. Oui, mais écoutez les journaux réactionnaires, écoutez le *Soleil* ; "Au point où l'on en est, dit-il, la seule façon d'épurer la République, c'est de la remplacer par la monarchie." Et encore : "On ne guérira pas plus la République en retranchant M. Grévy qu'on ne guérit un arbre pourri dans sa racine en retranchant une de ses branches." Et comment nos populations, ordinairement si calmes, si pleines de sangfroid, ne seraient-elles pas cruellement impressionnées par les emportements, — on pourrait dire les déberdements — d'une presse sans frein et sans scrupule qui sème les nouvelles les plus alarmantes, se plaît à propager les bruits les plus honteux? Ecoutez la *Justice* ; est-ce qu'elle n'écrit pas ceci : "Chaque jour apporte une ordure nouvelle ; les pouvoirs publics sont touchés l'un après l'autre par ces immondices, etc."

Quels sont ces pouvoirs publics, sinon les pouvoirs républicains? Et quelle conclusion voulez-vous que tire de tout cela le Français honnête et naïf, sinon que la République favorise ces honteux tripotages et qu'alors, il ne se détourne d'un régime qu'on lui peint sous de telles couleurs? Comment voulez-vous qu'il ne finisse point par écouter ceux qui lui crient que la monarchie seule peut assurer un gouvernement probe et honnête?

Oh! oui, ils vont guérir la République, à la façon de ce médecin qui, ayant tué son malade par une médication violente, s'écria, tout joyeux : "Il est mort, oui, mais la maladie était guérie."

Et l'étranger est-ce que personne y songe? se doute qu'on s'en préoccupe en faisant ce triste étalage? Et ces bons reporters qui s'attachent aux gens compromis comme des corbeaux sur des cadavres, et ces bons reporters, en publiant les nouvelles les plus invraisemblables, les plus extravagantes, en dénonçant à tort et à travers celui-ci on celui-là, se sont-ils un instant demandé quel effet cette débauche de délations produit au dehors? Et cela ne contriste pas ceux qui sont restés nos amis et ne réjouit pas ceux qui sont nos ennemis? Qu'importe! il faut vendre du papier, et beaucoup : il faut chauffer à blanc le public, l'exaspérer, en quelque sorte, l'assoiffer de nouvelles.... Et nous en sommes là.

Et voyez ce qui se passe quand on donne carrière à ces sentiments les plus bas! La commission d'enquête reçoit des masses de lettres anonymes. Pourquoi ne pas faire comme à Venise? pourquoi ne pas rétablir la *Bocca di Leone*? Ce serait plus simple. Nous y allons tout droit ; seulement la presse tient lieu de boîte à dénonciation. La presse? non plus : la commission d'enquête admet, reçoit et lit les lettres anonymes, et comme tout ce qui se passe dans son sein est publié, des dénonciations honteuses vont au public.

Que va-t-il advenir de tout cela? La colère va grandissant contre M. Grévy, qui ne part point assez vite, au gré de beaucoup ; et on peut dire que, virtuellement, il n'y a plus guère de Président de la République et encore moins de ministère ; que tous les ressorts du gouvernement sont détendus à un point qu'il devient évidemment nécessaire d'aviser, et sans retard.

Et déjà l'on dit que, si M. Grévy ne se décide pas à partir, les radicaux, unis aux Droites naturellement, sont résolus à l'y forcer, pour le plus grand intérêt de la République, et voici comment :

On mettrait le ministère en échec, à la suite d'une interpellation, et, comme dans les circonstances actuelles, il est vraisemblable que M. Grévy ne trouverait aucun homme d'Etat pour accepter la succession de M. Rouvier, il lui faudrait bien s'en aller.

S'en aller, oui! mais la République en serait-elle guérie? Il faudrait élire un autre Président. Qui? On prétend que M. J. Ferry a quelques chances, parce que, quoi qu'en dise et en disent, les Droites finiront par voter pour lui. Très bien ; mais, dans ce cas, on nous promet une émeute. Les intransigeants ne veulen pas reconnaître au Congrès le pouvoir d'élire qui lui convient. Telle est la nouvelle litanie. "M. J. Ferry, disent-ils, c'est la révolution dans la rue!"

Et voilà où peut nous mener l'affaire Limousin, Caffarel, d'Andlau, Wilson, etc. Et il y a des gens qui disent que c'est pour assainir la République et la guérir!.... les malheureux!

Italie.

Les journaux italiens publient les nouvelles suivantes de Massouah, en date du 15 novembre :

Le général de San Marzano a publié un ordre du jour édictant la formation de guerre des troupes d'Afrique, la répartition et la dislocation des commandements des quatre brigades et la formation du corps spécial en une brigade.

Cette brigade, qui sera la première, commandée par le général Genè, est formée de deux régiments de chasseurs, sous les ordres des colonels San Martino et de Charbonneau, et d'une batterie de montagne du corps spécial.

La deuxième brigade, commandée par le général Cagni, se compose du corps de renfort formé de deux régiments sous les ordres des colonels Torretta et Barattieri, et d'une batterie de montagne.

La troisième brigade, commandée par le général Baldissera, est composée d'un régiment de bersaglieri sous les ordres du colonel Sitzia, d'un bataillon des alpins sous les ordres du major Pianavia, et d'une batterie de montagne.

La quatrième brigade, commandée par le général Lanza, est formée de deux régiments, commandés par le colonel Valle et le lieutenant-colonel Lami, et d'une batterie de 7.

Voici les troupes qui sont à la disposition du commandement en chef : le premier escadron de cavalerie d'Afrique, un escadron de chasseurs à cheval, une brigade d'artillerie de campagne, commandée par le major Cassone, quatre compagnies d'artillerie, commandées par le major Nicastro, cinq compagnies du génie, commandées par les majors Boschetti et Giussiani, deux compagnies de sanité, commandées par le médecin major Caesi, deux compagnies de subsistances, commandées par le lieutenant-colonel commissaire Trueco, trois compagnies du train, commandées par le major Garibaldi, et le corps des irréguliers commandé par le colonel Begni.

Les journaux de France, du 18 novembre, publient la dépêche suivante :

Saint-Pétersbourg, 17 novembre.

On affirme que le gouvernement italien ayant demandé à la Russie d'agréer M. de Robilant comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le gouvernement russe a exprimé ses regrets de ne pouvoir donner son *exequatur* à M. de Robilant, qui est notoirement hostile à la Russie et dévoué à la politique allemande.

LA NOUVELLE VALUATION DES PROPRIÉTÉS BATIES EN FRANCE.—Les journaux de Paris, du 18 novembre, nous apprennent que la nouvelle évaluation des propriétés baties, en France, continue à s'effectuer dans d'excellentes conditions. Il résulte, d'un relevé dressé à la direction générale des contributions directes, que, dans le courant du mois d'octobre, 2,785 communes ont été parcourues, ce qui porte à 5,395 le nombre des communes dans lesquelles le travail est aujourd'hui achevé.

Les évaluations ont porté, en octobre, sur 660,641 immeubles. Par suite, le 1er novembre, on avait fixé la valeur de 1,101,096 immeubles, soit 11,4 0/0 du nombre total des propriétés sur lesquelles le travail doit porter.

PORTUGAL.—On mande, de Lisbonne, que le pressoyer royal vient d'ouvrir une enquête judiciaire au sujet de bons qui auraient été distribués à certaines personnalités, pour faciliter l'obtention de certains travaux à faire au port de Lisbonne.

Espagne.

On mande, de Tanger, aux journaux de Madrid du 17 novembre :

La nouvelle que l'Espagne avait envoyé un détachement à l'île Peregil, a produit une vive impression.

Des indigènes d'Angbara, qui viennent d'arriver à Tanger, confirment cette nouvelle et annoncent que le détachement débarqué à Tanger y a planté un poteau peint aux couleurs espagnoles et portant cette inscription : "Ce territoire appartient à l'Espagne depuis deux ans."

Le ministère des affaires étrangères du sultan a envoyé dans l'île un navire monté par vingt hommes.

Ceux-ci sont revenus à Tanger en laissant un petit détachement dans l'île, avec mission de garder le pavillon marocain. Le poteau planté par les Espagnols a été toutefois respecté. Ces Espagnols appartenaient, assure-t-on, à l'équipage d'un navire marchand de Cadix.

Les journaux de Madrid, du 17 novembre, parlant de l'émotion qu'aurait causée l'occupation de l'île de Peregil, située à 15 kilomètres de Ceuta, disent que cette nouvelle est évidemment exagérée ou que les Marocains s'alarment à tort, puisque l'Espagne, maîtresse de ce territoire, n'avait pas à s'en emparer.

Le gouvernement espagnol déclare avoir des droits, qui remontent à 1848, et qui ont été reconnus par le Maroc et l'Angleterre, sur l'île de Peregil où il a fait hisser le drapeau espagnol. Cette île a une importance stratégique, car elle couvre la baie de Benzu et permet à l'Espagne de surveiller Tanger.

Le 17 novembre, au conseil des ministres, présidé par la reine-régente, M. Moret a lu un télégramme de l'ambassade d'Espagne au Vatican, annonçant qu'il avait été reçu par Léon XIII à qui il avait fait présent d'un magnifique ciboire en argent ciselé, avec figures en haut relief. Pendant l'entretien, qui a duré plus d'une heure et demie, le pape a renouvelé ses assurances de sympathie et d'amitié pour l'Espagne, la famille royale et l'ambassadeur.

L'ÉTAT DES ESPRITS DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA FRANCE.—M. Dionys Ordinaire écrit dans le premier Paris de la *République française* du 18 novembre :

Voici, d'après nombre de lettres qui m'arrivent de province, une esquisse de l'état des esprits dans les départements.

Tous ces scandales font dans les campagnes l'effet d'un roulement de tonnerre. C'était d'abord de l'ébahissement ; c'est aujourd'hui de la consternation.

Les Parisiens, d'humeur légère et un peu sceptique, lisent les journaux au pied levé, sachant ce qu'il en faut prendre et ce qu'il es faut laisser. Mais les gens de provinces, plus naïfs, ont encore le respect de la lettre moulée. "Aussi, me dit un de mes correspondants, vous ne vous imaginez pas notre dégoût et notre colère quand le facteur, vient, le matin, jeter à notre porte, je ne dirai pas le journal, mais la botte aux ordures."

Eloignés des hommes et des choses, incapables de discerner le vrai du faux, ils croient tout, parce que tout, maintenant, leur semble possible. On leur dirait que les ministères et les deux Chambres sont des cavernes de bandits, et que tous les représentants méritent d'être jetés en un sac dans la Seine, qu'on les verrait hocher de la tête et dire : —Peut-être bien!

Voilà l'horrible effet de la crise où les républicains se débattent, sans pouvoir en sortir. Voilà comment certaines feuilles, exagérant tout, envenimant tout, ont réussi à avilir l'esprit public. N'est ce pas bien besoigné?

Ces fâcheuses impressions se calmeront. La première émotion passée, on reviendra au bon sens, comme le balancier agité à ses oscillations régulières. On comprendra que deux généraux déshonorés ne déshonorent pas l'armée ; qu'un gouvernement fondé sur la justice et sur le droit populaire n'est pas compromis du fait de quelques hommes ; que la République porte en elle-même le remède au mal qui la corrompt, puisqu'elle sait l'atteindre et le punir.

Mais, en attendant, le soupçon, la défiance, vices inhérents à toutes les démocraties, font de grands ravages dans nos campagnes.

ANARCHISME ET SOCIALISTES.—La cour d'assises du Hainaut, Belgique, a jugé, le 16 novembre, à Mons, le nommé Octave Jahn, âgé de dix huit ans, ouvrier imprimeur, originaire de Cherbourg, poursuivi pour avoir attaqué les institutions et pour avoir excité à la destruction de l'hôtel du commerce à Louvière.

Jahn a été condamné à deux ans et six mois de prison. Après la lecture de l'arrêt, il s'est écrié : "Compagnons, vive l'anarchie!"

Jahn s'est constamment appliqué à déclarer qu'il méprise la justice et qu'à sa sortie de prison il continuera plus violemment encore la propagande révolutionnaire.

Dépêches particulière de la République Française, au sujet du procès des socialistes allemands :

Posen, 17 novembre.

Depuis le grand procès des Polonais en 1863, aucune affaire politique n'aura eu un tel développement que celle des socialistes de Posen. L'acte d'accusation, rédigé contre un grand nombre d'entre eux, ne compte pas moins de 441 pages d'impression. L'affaire occupera une série d'audiences. Le plus célèbre avocat d'assises de Berlin, le député Munckel (qui plaida récemment à Leipzig pour un des Alsaciens), prendra part à la défense.

M. DE BISMARCK PAPETIER.—Sait-on que le prince de Bismarck est fabricant de papier?

Rien n'est plus exact. Le grand chancelier, qui ne délaisse pas les spéculations productives, vient de faire restaurer et agrandir un moulin à papier, qui lui appartient, et qui était été dévoré par un incendie.

Ce moulin se trouve près de Varzin. Il a été rebâti avec tous les perfectionnements modernes. Les deux machines, seules, ont coûté 250,000 fr.; la dépense totale est de 1,250,000 fr. Le moulin est éclairé à la lumière électrique.

Aussi, M. de Bismarck est-il le plus grand fabricant de papier de toute l'Allemagne, et la plus grande partie du papier allemand qui est importé en France vient-il de son moulin.

Le Rénovateur des Cheveux de Hall est recommandé officiellement et sans réserve, par l'ensoyeur de l'Etat du Massachusetts.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera dite à la Cathédrale St. Louis, MARDI, 6 décembre 1887, à sept heures du matin, pour le repos de l'âme de MME LOUIS DAMELE, née Eulalie Galle, décédée le 15 décembre dernier. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'y assister.

De la part de son mari.

2dée—2,3,4.

A VENDRE — Beaux terrains pour bâtir, A. 20 par 150 pieds, dans le Jardin d'Abita Springs. 1/2 1/2 heures de la Nouvelle-Orléans par chemin de fer, Bureau 128 rue Commune, 1er déc—

L'Union Française.

Réunion et assemblée générale.

Messieurs les sociétaires sont prévenus que les élections pour le renouvellement de la Direction, auront lieu DIMANCHE, 4 du courant, à la Salle de la Société. Le scrutin sera ouvert de midi à 5 heures. A 5 heures précises, aura lieu l'Assemblée générale de fin d'année. Tous les membres sont cordialement invités à faire acte de présence.

Par ordre du Président,
FRANÇOIS TUJAGUE,
Secrétaire.

C. A. BAUD, Président.
2 déc—3r

Avis spécial.

Nouvelle-Orléans, 2 décembre, 1887.

Toutes les personnes ayant des réclamations quelconques, ou qui doivent à la succession de feue dame ELEONORE POCHELU, veuve Lafon, les présenter et faire un rapport sous délai qui convaincra, enhemeur temporaire.

JAMES FAHEY,
2 déc— 162 rue Commune

Pelican Brewing Company,
RUE VILLEREE,
Bière Hopfingarde et le Champagne du Bayou
Bureau, No 79 Passage de la Bourse.
ALBERT ADLER, Président.
HENRY ADLER, Vice-Président.
CHARLES SCHUMACHER, Secrétaire.
Conseil de Direction—
J. VALENZUELA, C. FRED. D. BECKER
JOHN REHREND.
6nov—1m

Rien de nouveau sous le soleil!

POURTANT C'EST LE DIRE DE TOUS,
POUR ACHETER A BON MARCHÉ
—DES—
HABILLEMENTS TOUT FAITS
POUR HOMMES, JEUNES GENS ET ENFANTS,
ALLEZ CHEZ
M. LION & CIE
Vous aurez des CHAPEAUX dernières modes
MOITIÉ PRIX.
LINGE DE DESSOUS, CHEMISES, COLS, ETC., VENANT D'ETRE REÇU.
Le tout sera vendu au-dessous de leur valeur réelle, pour réaliser.
195, 197 et 199 DÉCATUR, COIN STE-ANNE, en face du Marché Français.
1 déc—1m

DEMANDEZ POUR LA
SOUTHERN BREWING CO'S
Special Brewing
Que l'on peut avoir aujourd'hui dans tous les salons, grocceries et buvettes.
2 déc—1f

MAINTENANT A LA DISPOSITION
DU PUBLIC.
LISTE DES PRIX DE
T. ENGELBACH,
POUR L'ANNÉE 1888.
MÉDICAMENTS HOMŒOPATHIQUES, ETC.,
PURS ET DIGNES DE CONFIANCE.
LES PRIX NOUVEAUX COMMENCENT A PARTIR D'AUJOURD'HUI.
—VOYEZ—
Les prix modiques ci-dessous.
1er déc—mar jeu sam dim—1m au 27 déc
G. R. PRESTON, Président. J. G. DEVERREUX, Vice Président. C. PALFREY, Caissier.
Hibernia National Bank,
UNITED STATES DEPOSITORY,
15nov—1m 15 RUE DU CAMP.

Belles Montres, Pendules, Diamants, Bijouterie, Argenterie, Etc.
—CHEZ—
FRANTZ & OPITZ,
COIN DES RUES ROYALE ET BIENVILLE.
BIJOUTIERS ET HORLOGERS PRATIQUES.
Les plus jolis MONOGRAMMES gravé aux prix les plus réduits tous ouvrés faits sur commande

Christmas on Wheels.
Bicycles, Tricycles, Velocipedes,
Goat Wagons, Sulkies and Harness,
Baby Carriages.
Whips, Robes, Blankets, Rugs, Etc.
At R. P. RANDALL'S
Carriage and Harness Repository,
54 and 56 Baronne St.

W. G. Coyle & Cie.
CHARBON
45 CENTS LE BARIL,
CHARBON RAYMOND, un charbon excellent à l'usage des familles. Livré en taux de 45 sous par baril.
Envoyez vos ordres au bureau
47 Rue Carondelet, coin Union.
1er sept—6m—dim, mar, ven

BASILE BARES.
FACTEUR DE PIANOS.
84 Rue Royale, N. O.
SEUL AGENT POUR LES
Pianos GAVEAU, de Paris,
Supérieurs à tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, de construction nouvelle pour la sonorité prolongée, à cordes en fer fondu d'une seule pièce, système perfectionné, mécanique à base à double répétition, armatures en fer, équilibré pour le maintien de l'accord. Ces pianos ont rétablissant un volume et une puissance de son comparables et vibratoire de pianos que spécialité.
23 nov—

JOS. BRANDNER,
MARCHAND TAILLEUR,
84.....Rue Bienville.....84
Nouvelle Orléans et Nouvelle Nile Orléans.
23 oct—3 mois.

A louer.
UN MAGASIN, 69 rue de Chartres, entre Canal et Bienville, 300 pied carrés. S'adresser 139 North Rampart.
27nov—3 nov

COKE! COKE!
Nous avons un grand approvisionnement de
COKE!
Nous sommes en mesure d'exécuter les commandes pour les fondeurs, restaurateurs, distilles et le commerce.
ALA. COAL & COKE CO.
54 RUE CARONDELET.
1er déc—1m. Téléphone 999.

Avis aux Restaurateurs.
Le quartier général des Gourmets de salle et des Gourmets, est au café du PROGRÈS, au coin de la rue Bienville et du Passage de la Bourse. Les restaurateurs en établissements publics pourront, en tout temps, s'en procurer en s'adressant à l'endroit ci-dessus désigné.
Les demandes de la campagne, comme celles de la ville, recevront une prompte attention, ponctuellement.
Charles Aimée, Propriétaire.
On trouvera toujours au café du PROGRÈS un choix de vins et de liqueurs de première qualité. Tous les soirs, de 7 à 10 heures, un lunch à la Rochambeau sera servi.
20nov—1mm

Travaux en Ciment en tous genres, aux plus bas prix.
C. W. EICHLING,
FLEURISTE.
999.....RUE DECATUR.....999
21 août—1m Près le Marché Français.

AVIS!
LE GRAND TIRAGE SEMESTRIEL,
CLASSE M.
—DE LA—
Loterie de l'Etat de la Louisiane,
—Aura lieu—
MARDI, 13 Décembre 1887,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE
Sous la direction des
Généraux G. T. BEAUREGARD et J. A. EARLY.
Le tirage commencera à 11 heures du matin
GROS LOT $300,000
Billets entiers.....$20
Coupons en proportion.
2 déc—

Bureau de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands, No 104 rue du Canal—Nile-Orléans. 29 août 1887.—Un dividende intérêt de 2 1/2 pour cent sur le fonds-capital de la Compagnie, sera payé aux actionnaires sur demandes, à partir du 5 décembre prochain.
Le livre de transferts sera fermé à partir du 1er décembre.
G. W. KOTT,
30nov—au 5 déc Secrétaire.

Bureau de la Compagnie d'Assurances Mutuelles du Nouvelle-Orléans, No 188 rue Gravier—Nouvelle-Orléans, le 27 novembre 1887.—L'élection annuelle des Directeurs de cette Compagnie, pour l'année courante, aura lieu, à ses bureaux, LUNDI, 12 décembre 1887, de midi à 2 heures.
LOUIS BARNETT,
27nov—27 au 12 déc Secrétaire.

Bureau de l'Union Insurance Co.—No 33 rue du Camp—Nouvelle-Orléans, 23 novembre 1887.—Avis est par le présent donné conformément à l'article IV de la charte, l'élection annuelle de dix-huit directeurs devant servir durant l'année aura lieu au bureau de cette compagnie, le LUNDI, 5 décembre, entre 11 heures a. m. et 2 heures p. m.
E. H. RENNERS,
25 nov—à date Secrétaire.

Bureau de la Compagnie